

tard qu'hier. Pour cette raison, je pense que la question est importante.

**M. l'Orateur:** Peut-être le ministre pourrait-il être autorisé à répondre à la question.

**L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor):** Monsieur l'Orateur, comme le député, j'ai noté les remarques du président de l'Office national de l'énergie et je les examinerai.

### LA CONSTITUTION

#### LA REPRÉSENTATION DES INDIENS AUX CONFÉRENCES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Robert Simpson (Churchill):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Le gouvernement acquiescera-t-il à la demande de la Fraternité nationale des Indiens et permettra-t-il aux Indiens de jouer un rôle officiel aux conférences en vue de la modification de la constitution canadienne?

**Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre):** Je ne suis pas au courant de la demande, monsieur l'Orateur, mais si le député parle de la conférence constitutionnelle qui aura lieu dans deux semaines, il n'est pas question que siègent comme délégués d'autres représentants que ceux du gouvernement fédéral et des provinces.

**M. Simpson:** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre dit ne pas être au courant de cette demande. Il se peut qu'il la reçoive aujourd'hui, si je ne me trompe. Va-t-il lui accorder toute l'attention voulue?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Est-il permis de demander à un ministre s'il prendra en considération tel ou tel mémoire qui lui sera présenté plus tard? J'en doute un peu.

**M. Simpson:** J'aurais une question complémentaire à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, mais il est absent. J'aimerais donc l'adresser à son secrétaire parlementaire. Le gouvernement reconnaîtra-t-il la Fraternité nationale des Indiens comme organisme consultatif officiel des Indiens auprès du ministère des Affaires indiennes? Si oui, peut-il assurer la Chambre que cette Fraternité ne sera pas écartée comme d'autres prétendus groupes consultatifs l'ont été?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. La question du député, du fait qu'elle renferme des insinuations, est inacceptable.

[L'hon. M. Hees.]

### LES AFFAIRES INDIENNES

#### LE CONCOURS AU POSTE D'ADMINISTRATEUR DE PROGRAMMES ET DE POLITIQUES CONCERNANT LES INDIENS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, mais comme je ne le vois pas ici, peut-être pourrait-on la tenir comme préavis. La Direction des affaires indiennes a-t-elle annoncé dernièrement un concours pour un poste d'administrateur de programme 6, au traitement de \$18,000 par année? Il s'agirait de consulter les Indiens et les Esquimaux sur les politiques et les programmes qui les concernent? Sauf erreur, même qualifiés, les candidats indigènes ne sont pas admissibles au concours.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je suggérerais au député de faire inscrire la question au *Feuilleton*. S'il est urgent de discuter l'affaire, il pourrait la soulever au moment de l'ajournement à dix heures.

**M. Rose:** A dix heures, monsieur l'Orateur.

### LES POSTES

#### LES EFFETS DU TARIF POSTAL SUR LES PUBLICATIONS SYNDICALES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Ma question s'adresse au ministre des Postes. Je voudrais lui demander s'il a reçu de nouvelles instances au sujet des effets défavorables que peut avoir la hausse du tarif postal sur les publications syndicales. Si tel est le cas, le ministre songe-t-il à abaisser le nouveau tarif proposé?

**L'hon. Eric Kierans (ministre des Postes):** Monsieur l'Orateur, je ne me suis entretenu avec aucun groupe depuis les 2 dernières semaines, parce qu'aucun ne m'a demandé de le faire. Je prévois que le règlement découlant de la loi adoptée par la Chambre entrera en vigueur le 24 décembre.

### LE NATIONAL-CANADIEN

#### LA RÉDUCTION DE LA FORCE POLICIÈRE DANS LA RÉGION ATLANTIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydney):** Je voudrais poser une question au ministre des Transports. Peut-il mettre la Chambre au courant de ses discussions avec